



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le lundi 3 juin 2019 — N° 48

Treize heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Personnalité d'affaires de l'année CCIHR, Mme Véronique Tougas.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire de fondation de l'Escadron des cadets de l'Aviation royale du Canada 784 Saint-Vincent-de-Paul.*
- La députée de Berthier sur le sujet suivant : *Le 70^e anniversaire de l'Association des hôteliers du Grand Montréal.*
- Le député de Nelligan sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Debbie Magwood, fondatrice et directrice générale du Centre de bien-être de l'Ouest-de-l'Île pour personnes atteintes de cancer.*
- Le député de Taillon sur le sujet suivant : *La Semaine québécoise des personnes handicapées.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *20^e anniversaire du Technopôle Angus.*
- Le député de Beauce-Sud sur le sujet suivant : *Hommage à Johanne Boivin.*
- La députée de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Le 50^e anniversaire du Carrefour Le Moutier.*
- La députée de Montarville sur le sujet suivant : *40^e anniversaire du Centre de conservation du Québec.*
- La députée de Saint-Laurent sur le sujet suivant : *Souligner la 35^e édition du Gala Alpha de la Chambre de commerce et d'industrie Saint-Laurent–Mont-Royal.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **14 février 2019**
- 2) Projet de loi n° 14
Loi favorisant la transformation numérique de l'administration publique
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le **4 avril 2019**
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **16 mai 2019**
- 3) Projet de loi n° 15
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le **28 mai 2019**
- 4) Projet de loi n° 17
Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile
Présenté par le ministre des Transports le 20 mars 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 14 mai 2019
Reprise du débat ajourné au nom du député de D'Arcy-McGee le **28 mai 2019**

- 5) Projet de loi n° 18
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **10 avril 2019**

- 6) Projet de loi n° 20
Loi mettant en œuvre certaines recommandations du rapport du 20 août 2018 du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019
Présenté par la ministre de la Justice le 11 avril 2019
Reprise du débat ajourné au nom du député de LaFontaine le **9 mai 2019**

- 7) Projet de loi n° 21
Loi sur la laïcité de l'État
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 28 mars 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 28 mai 2019
Reprise du débat ajourné le **30 mai 2019**

- 8) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **18 avril 2019**

- 9) Projet de loi n° 25
Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **14 mai 2019**

- 10) Projet de loi n° 26
Loi concernant le Réseau structurant de transport en commun de la Ville de Québec
Présenté par le ministre des Transports le **30 mai 2019**

Étude détaillée en commission

11) Projet de loi n° 2

Loi resserrant l'encadrement du cannabis

Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 5 décembre 2018

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 21 février 2019

Principe adopté le **14 mai 2019**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

12) Projet de loi n° 9

Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes

Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 7 février 2019

Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 19 mars 2019

Principe adopté le **9 avril 2019**, et

Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

13) Projet de loi n° 16

Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 3 avril 2019

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mai 2019

Principe adopté le **16 mai 2019**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 14) Projet de loi n° 19**
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale à la suite de l'adoption de certaines mesures fiscales par le Parlement du Canada
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, le leader parlementaire de l'opposition officielle, et le leader parlementaire du troisième groupe d'opposition le 15 mai 2019
Principe adopté le **30 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

- 15) Projet de loi n° 6**
Loi transférant au commissaire au lobbying la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale
Présenté par la ministre de la Justice le 13 février 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 3 avril 2019
Principe adopté le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des institutions déposé le **29 mai 2019**
(Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
- 16) Projet de loi n° 13**
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 26 février 2019
Principe adopté le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **28 mai 2019**

Adoption

- 17) Projet de loi n° 12**
Loi visant à préciser la portée du droit à la gratuité scolaire et à permettre l'encadrement de certaines contributions financières pouvant être exigées
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le 21 février 2019
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 27 mars 2019
Principe adopté le 4 avril 2019
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation adopté le **29 mai 2019**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 18) Projet de loi n° 190**
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 19) Projet de loi n° 191**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 20) Projet de loi n° 192**
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 21) Projet de loi n° 193**
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 22) Projet de loi n° 194**
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

- 23) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 24) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 25) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 26) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 27) Projet de loi n° 390
Loi remplaçant la Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **18 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 31)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Ville de Paspébiac
Présenté par le député de Bonaventure le **15 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

- 32)** Projet de loi n° 200
Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d'Abitibi
Présenté par la députée d'Abitibi-Ouest le 7 mai 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **15 mai 2019**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 16 mai 2019).
- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Ville de Paspébiac (mandat confié le 15 mai 2019).

Mandat d'initiative

- Poursuivre le mandat d'initiative sur l'accès aux services financiers de proximité en région.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 5**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans (mandat confié le 15 mai 2019).

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 19**, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale à la suite de l'adoption de certaines mesures fiscales par le Parlement du Canada (mandat confié le 30 mai 2019).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes (mandat confié le 9 avril 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi resserrant l'encadrement du cannabis (mandat confié le 14 mai 2019).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat d'initiative

- Les enjeux de recyclage et de valorisation locale du verre.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 63) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **3 juin 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Mon bureau de circonscription a été interpellé concernant la couverture des appareils auditifs auprès des retraités qui ne sont pas couverts par un régime d'assurance privée.

Présentement, le programme d'aides auditives de la Régie de l'assurance maladie du Québec permet la couverture des prothèses auditives selon certains critères d'admissibilité. La couverture pour une première prothèse est assurée pour tous les individus sans assurance privée et ayant une déficience auditive moyenne dépassant 25 ou 35 décibels, selon les catégories.

Cependant, la seconde prothèse n'est financée par la Régie que pour les personnes en situation d'emploi, aux études ou en processus d'obtention d'un emploi. Cette contrainte s'apparente à une discrimination systémique envers les retraités et les aînés qui ne disposent pas d'une couverture d'assurance privée. De surcroît, plusieurs d'entre eux sont dans une situation financière précaire et ne bénéficient que de certaines rentes ou pensions de base.

Ainsi, est-ce que la ministre s'engage à :

- Réviser le programme d'aides auditives et élargir la couverture quant à l'octroi d'une aide financière afin d'assumer la couverture d'une seconde prothèse auditive auprès des aînés âgés de 65 ans et plus qui ne disposent pas d'une couverture de régime d'assurance privée?

64) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **3 juin 2019**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Considérant que le télétravail permet de réduire les déplacements humains ainsi que les externalités négatives causées par ceux-ci, notamment la congestion routière et la pollution produite par les émissions de GES des véhicules;

Considérant que le télétravail diminue certains coûts liés à l'entretien de lieux physiques du travail pour les entreprises et que des gains financiers peuvent donc être effectués;

Considérant que le télétravail facilite la conciliation travail-famille en offrant plus de flexibilité aux ménages dans la gestion de leur temps;

Ainsi, est-ce que le ministre s'engage à :

- Effectuer une réflexion ministérielle pour évaluer l'ensemble des mesures et des programmes qui peuvent être mis de l'avant pour soutenir le développement du télétravail?
- Effectuer une mise à jour législative de la Loi sur les normes du travail pour intégrer la réalité du télétravail dans le cadre juridique de référence pour les entreprises et les employés?
- Effectuer la promotion du télétravail comme solution pour répondre aux trois enjeux soulevés ci-haut?

65) M. Ouellette (Chomedey) – **3 juin 2019**
Au ministre des Finances

Le 8 mai dernier, j'ai clairement demandé au ministre des Finances de nous confirmer que l'AMF allait enquêter le dossier Prometic dans les plus brefs délais. Il a admis être préoccupé par la dilution des actions de certains actionnaires, il nous a dit considérer le dossier important et il nous a confirmé que l'AMF est en action dans ce dossier et fait son travail. Le ministre a répété à la Chambre que l'AMF faisait enquête, qu'elle était sur le dossier maintenant.

Or, j'apprends cette semaine que l'AMF a décidé de fermer le dossier. Donc, le 8 mai, l'AMF enquête, et 20 jours plus tard, l'enquête est terminée, et ce, même si les rebondissements ne cessent de s'accumuler dans ce dossier marqué par l'opacité, autant de la part des dirigeants de Prometic que par ceux de l'AMF.

L'ancien chef de la direction de Prometic, congédié en décembre 2018, est victime de deux incendies suspects sous enquête, le nouveau chef de la direction déménage en Europe et annonce que plusieurs postes seront déplacés en Europe aussi, des membres du conseil d'administration sont forcés à démissionner, et la liste s'allonge quotidiennement. Ce dossier sent mauvais, et si l'AMF n'est pas en mesure de s'en rendre compte, je remets sérieusement en question les capacités de l'AMF à prendre en main ce dossier.

Alors, dans un premier temps, est-ce que le ministre pourrait nous indiquer clairement combien de documents ont été analysés, combien de témoins ont été rencontrés par les enquêteurs de l'AMF, qui a justifié que l'enquête soit close après 20 jours?

Comme le gouvernement a remué ciel et terre dans le dossier Air Transat pour garder les activités au Québec, il apparaît pertinent de solliciter, dans le cadre du dossier Prometic, le concours du Tribunal administratif des marchés financiers. Des milliards de dollars s'appêtent à sortir du Québec par le biais d'un acquéreur installé aux îles Caïmans, et, contrairement aux représentants de l'AMF, nombreux sont les conseillers juridiques à penser que les articles 263 à 265 de la Loi sur les valeurs mobilières devraient être appliqués.

En conséquence, je demande au ministre de recourir à une contre-expertise de la décision prise par l'AMF et soumettre un avis juridique indépendant à savoir si l'AMF a réellement envisagé toutes les possibilités que la loi actuelle lui permet.

66) M. LeBel (Rimouski) – **3 juin 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Comme vous le savez, Doctr est une application mobile qui publie en temps réel le taux d'occupation des urgences du Québec, ainsi que le temps d'attente dans les urgences du reste du Canada. En outre, Doctr donne de l'information à propos des disponibilités dans les cliniques sans rendez-vous partout au Canada.

Cependant, lorsqu'on utilise l'application afin de connaître les temps d'attente dans les établissements du Québec, on a droit à ce message : "À ce jour, le gouvernement du Québec refuse de donner à *Doctr* les données nécessaires à la production d'une estimation du temps d'attente. Cette donnée n'est donc disponible que pour le reste du Canada. Vous pouvez vous adresser à vos élus locaux pour apporter un changement à cette situation."

Ainsi, plusieurs citoyens se sont adressés à moi, souhaitant que le Québec donne lui aussi accès à ces données. Nous nous expliquons mal, en effet, pourquoi le reste du Canada peut obtenir ce genre d'information, alors que les patients du Québec s'en trouvent privés.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que la ministre de la Santé peut nous indiquer s'il y a une raison particulière expliquant que nous n'avons pas accès à ces données?
- Est-ce que le gouvernement prévoit remettre l'information requise à des applications comme *Doctr* afin de faciliter l'évaluation de l'attente dans nos urgences, considérant que cela aiderait les citoyens à choisir entre différents points de services médicaux en fonction du temps d'attente qu'ils affichent?

67) M. Gaudreault (Jonquière) – **3 juin 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Selon l'Association pulmonaire du Québec, le nombre de personnes atteintes d'apnée du sommeil est sous-estimé, car ce problème de santé est sous-diagnostiqué par les médecins. Cependant, au Canada, plus d'un adulte sur quatre (26 %) a déclaré présenter des symptômes associés à un risque élevé de faire ou de développer de l'apnée obstructive du sommeil.

Par ailleurs, au Québec, une grande partie de ces personnes ne peuvent être traitées, principalement en raison du prix de l'appareil de ventilation à pression positive continue qui, avec l'encadrement et l'enseignement dont le patient a besoin, peut coûter entre 1500 \$ et 3000 \$.

À l'heure actuelle, il n'existe pas de crédit d'impôt spécifique pour les gens qui doivent se procurer un appareil de ce type. Pourtant, dans certaines provinces canadiennes ainsi qu'ailleurs dans le monde, le coût de ces appareils et de leurs accessoires, qui doivent être remplacés annuellement, est totalement ou en partie remboursé. C'est le cas en Ontario, en Saskatchewan, au Manitoba, en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Belgique et en Espagne, notamment.

Ma question est la suivante :

- Est-ce que la ministre de la Santé peut nous indiquer si le gouvernement prévoit aider les personnes atteintes d'apnée du sommeil – souvent des personnes dans le besoin –, en offrant un remboursement partiel ou complet des appareils de ventilation à pression positive continue?

68) M. LeBel (Rimouski) – **3 juin 2019**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Avant 1983, il n'y avait aucune exigence quant aux performances écoénergétiques des bâtiments. Or, 56 % des logements ont été construits avant 1980. Plus de la moitié des locataires, donc, paient une facture d'énergie trop élevée.

De plus, dans l'état actuel des choses, en raison de la réglementation, un propriétaire doit attendre 4 décennies avant d'avoir un retour sur l'investissement qu'il fait en rénovant son immeuble locatif, ce qui est loin de constituer un incitatif.

En campagne électorale, l'actuel gouvernement caquiste avait annoncé non seulement la reconduction, mais également la bonification du programme RénoVert, programme des plus efficaces qui encourageait un nombre croissant de propriétaires d'immeubles locatifs à rénover en évitant de recourir au travail au noir.

Malheureusement, le gouvernement a plutôt choisi de supprimer le programme RénoVert, prétextant que le programme RénoClimat était similaire. Or, en réalité, RénoClimat est difficile d'accès, coûteux – en raison des tests exigés – et ne freine aucunement le travail au noir.

Ma question est la suivante :

- Est-ce que, tel que l'a promis son gouvernement, la ministre de l'Habitation et des Affaires municipales compte ressusciter et bonifier le programme RénoVert?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 1^{er} mai 2019

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement –
députée de Mercier.

Projets de loi d'intérêt privé

b) 30 mai 2019

Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau – *député de René-Lévesque.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi concernant la Ville de Rimouski – *député de Matane-Matapédia.*